

Note UA Thème 3

La partie introductive donne la cohérence du thème, en plaçant d'entrée la démarche revendicative dans la perspective de transformation sociale et la construction de mobilisations.

Elle analyse la crise multiforme laquelle nous sommes confrontés, sous ses différents aspects (économique sociale, financière, environnementale...et ses effets) avec sa dimension internationale, européenne et nationale, elle fait le lien avec les politiques qui s'attaquent, notamment en France, aux libertés et criminalisent les acteurs sociaux. Elle permet ainsi d'inscrire les revendications concrètes développées dans les parties qui suivent dans ce cadre des alternatives

La 2eme partie est consacrée à l'analyse et la contestation des politiques actuelles et des régressions intervenues depuis le dernier congrès ,ainsi qu'à nos revendications en terme d'emploi, salaires, protection sociale, retraites,fiscalité, et intégration de la problématique environnementale.(ex :transports, politique industrielle/lien santé/environnement,fiscalité écologique etc..). La réflexion sur la sécurisation des parcours professionnels, et le statut du salarié doit être approfondie.

La question du travail que nous avons assez largement traitée à Marseille, doit être poursuivie dans un contexte de prise de conscience accrue (liée notamment à ce qui se passe à France Telecom, aux négociations sur la santé au travail) et à la nécessité de mieux réfléchir à l'organisation du travail, pas seulement aux conditions de travail.

En terme de politique de santé, des questionnements autour de la médecine libérale sont posés. La question de l'hôpital a déjà été traitée au congrès de Marseille, mais la loi HPST aggrave la situation. Il convient donc d'y réfléchir à nouveau, tandis que se profilent de nouveaux mauvais coups avec le PLFSS 2010.

Nous consacrons dans cette partie une place à des services publics existants ou à créer pour lesquels nous souhaitons approfondir la réflexion, et dégager des revendications précises (emploi, santé, petite enfance, personnes âgées...)

Un débat existe autour de la notion de service public des retraités et personnes âgées. Ce mandat du thème 2 du congrès de Marseille, semble assez largement contesté notamment dans la mention des retraités dans son intitulé. Cette mention qui fait référence aux Coderpa. Certains intervenants dans la commission du CDFN ont également contesté l'identification d'un SP personnes âgées, en estimant que si des missions de service public existent, elles ne nécessitent pas forcément la création d'un service public.

La question du logement est devenue encore plus criante avec la crise. Il faut sans doute porter ce dossier plus fortement.

L'exigence d'une profonde transformation de la fiscalité, déjà traitée à Marseille est un élément essentiel des alternatives, elle est donc réaffirmée ici. Quant à la fiscalité écologique, actée lors du Grenelle (et pour laquelle le Snes a un mandat), elle doit être réfléchi en distinguant les propositions gouvernementales (taxe carbone) et la volonté de faire avancer la prise de conscience de tous sur les comportements individuels et collectifs, les responsabilités des entreprises et des politiques menées, des choix faits en matière de transport etc..

La 3eme partie : pour une implication toujours plus forte de la FSU dans la défense des Droits fondamentaux et des Libertés démocratiques

Elle traite donc des questions droits et libertés, en lien notamment avec les politiques sécuritaires de fichage, de contrôle social. : les propositions en matière de justice(en particulier justice des mineurs) la question de l'enfermement (problème des prisons);lutte contre les discriminations(dans la société mais aussi l'emploi) ; contre l'homophobie, pour les droits des étrangers/droits des femmes...

La question de la défense des droits et des libertés est bien un sujet central de notre syndicalisme, il s'agit là de questions qui doivent engager toute la fédération, et bien sûr sa tendance majoritaire. Le climat politique actuel nous y oblige, la démarche politique électoraliste faisant précisément de ces sujets la base de l'appel à un vote populiste.

C'est bien parce que chaque jour, le gouvernement attente à des fondamentaux comme le droit d'asile, la justice spécifique des mineurs, la liberté d'expression, la présomption d'innocence que notre organisation ne peut se cantonner à la seule défense d'intérêts corporatistes.(Elle ne l'a jamais fait, mais il nous faut faire plus aujourd'hui,davantage y réfléchir et nous impliquer). Nos adhérent-e-s ne nous pardonneraient d'ailleurs pas, car nombreuses et nombreux à s'engager dans ces combats qu'elles et qu'ils jugent justes et nécessaires. La FSU est donc pleinement dans son rôle quand elle s'affirme aussi sur ce terrain là.

C'est la raison pour laquelle notre prochain congrès doit être l'occasion d'affirmer et de ré-affirmer l'implication forte de notre organisation dans ces sujets, implication qui passe par l'action résolue des sections départementales, la participation aux actions inter-syndicales et inter-associatives des collectifs auxquels la FSU adhère, leur relais jusqu'à chacun des membres de notre fédération. Ainsi, qu'il s'agisse du RéSEL (Réseau Stop aux Expulsions de Logement), de RESF ou de la lutte des travailleurs sans-papiers pour leur régularisation, ces combats concrets doivent être pleinement et concrètement pris en charge au plus proche du terrain et non pas laissés aux seuls militants nationaux à un niveau qui finirait par être uniquement théorique. Ce sont là les vrais enjeux, sur la partie 3 du thème 3, de notre prochain congrès.

La 4eme partie : elle traite des droits des peuples (vivre décemment : souveraineté alimentaire, problème de l'eau, crise sanitaire...) la lutte contre la pauvreté dans le monde,les luttes des peuples pour leur liberté ou leur indépendance et la dénonciation des relations néocoloniales qu'entretient la France avec certains états africains (francafrique).Nous y abordons aussi les questions de gouvernance mondiale (rôle de l'Onu,de l'Otan...,mais aussi le FMI ou l'OMC).

La crise financière et l'accentuation de la crise environnementale, en particulier climatique, obligent en effet à de nombreuses remises en question. Cependant, si la prise de conscience de la gravité de la situation dans laquelle s'est mise l'humanité progresse rapidement depuis quelques années, elle ne se traduit pas par la mise en œuvre des changements indispensables. Mais le pire est que le débat public sur ces changements, et même la simple information des citoyennes et des citoyens ne se développe pas, ou bien trop peu, ce qui a des conséquences sur l'indispensable mobilisation générale planétaire qui se fait attendre. Toutefois la réalité ne s'efface pas et la crise globale frappe désormais dans leur quotidien, parfois tragiquement, un nombre croissant de femmes, d'hommes et d'enfants. Ici et là des résistances ou des révoltes s'expriment, mais restent ponctuelles. « La situation appelle une véritable mobilisation sociale et politique, à laquelle la FSU entend contribuer, qui permette de conjuguer écologie, social et démocratie » : c'est le sens de cette quatrième partie du thème 3 où sont exposés de nombreuses propositions qui, combinées, proposent le cadre d'une toute autre mondialisation, forte des valeurs de notre fédération.